

# Michel Simon (1927-1983), sociologue

Par Bruno DURIEZ

Directeur de recherche émérite au CNRS, Clersé,  
Université de Lille - Sciences et Technologies

Ancien élève de l'École Normale Supérieure (promotion 1947), agrégé de philosophie (1951), Michel Simon enseigna la philosophie au lycée de Nancy, puis en classes préparatoires au lycée Faidherbe de Lille. Après avoir été assistant un an à la Sorbonne en sociologie, et avoir passé quelques années au CNRS, il intègre en 1969 l'Institut de sociologie à la Faculté des Lettres de Lille. Il œuvre au rattachement de celui-ci à la nouvelle Université de Lille. Michel Simon participa à la formation de plusieurs générations de sociologues. Professeur de sociologie à l'Université de Lille 1, il y exerça plusieurs responsabilités, notamment celle de directeur de l'UFR de sciences économiques et sociales.

Il joua un rôle déterminant dans l'organisation et l'animation de la recherche en sciences sociales dans la région. Lors de la création à Lille 1, en 1981, du Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé), il fut tôt associé au CNRS, il fut choisi pour en être le directeur. Il fut également chargé, par l'Université et le CNRS, de la création en 1986 et de la direction de l'Institut fédératif de recherche sur les économies et les sociétés industrielles (IFRÉSI) qui réunissait les laboratoires en sciences sociales des universités de la région Nord-Pas de Calais. Il exerça ces deux directions jusqu'à son départ en retraite en 1992. L'IFRÉSI s'est fondu ensuite dans la Maison européenne des sciences de l'homme et de la société lors de la création de celle-ci sous égide du CNRS et des universités de la région.

Dans le précédent numéro des Nouvelles d'Archimède, Jacques Roillet et Roland Delacroix ont retracé, au nom de l'Espace Marx, l'itinéraire de Michel Simon comme intellectuel communiste. Cet article fait suite à cette première évocation et rend compte de l'activité de Michel Simon comme chercheur en sociologie.

Au milieu des années 1960, Michel Simon engage, avec Guy Michelat (CNRS, chercheur au Cevipof, Fondation nationale des sciences politiques, à Paris), une collaboration qui ne cessera qu'à sa mort. Cette collaboration débute lorsque Guy Michelat, Monique et Raymond Fichelet demandent en 1965 au Parti communiste français son soutien financier pour une enquête par sondage sur les comportements politiques. Ce soutien est accordé et le parti demande à Michel Simon de suivre cette recherche en son nom. Cet accompagnement se transforme rapidement en étroite collaboration

Dès lors, ensemble, Guy Michelat et Michel Simon s'attachent, avec une grande constance, à l'explication des attitudes et des comportements politiques et de leurs évolutions.

Ils le font à partir d'enquêtes par questionnaires auprès d'échantillons représentatifs de la population française. Ils ont réalisé neuf enquêtes dont onze réalisées avec le soutien de l'État communiste français ou de la Fondation Gabriel Péri). À ces enquêtes s'ajoutent plusieurs recherches, par entretiens directs, avec des groupes plus limités qui leur permettent d'établir l'existence de systèmes organisés de représentations d'attitudes, de normes, activement valorisées, qu'ils nomment organisations symboliques, et de montrer que celles-ci sont associées étroitement aux comportements politiques (pour eux, principalement le vote).

À partir de leur première enquête, menée en novembre 1966, ils montrent l'importance de l'appartenance de classe objective et subjective – mais, plus encore, celle de la religion dans la détermination des choix politiques. Les catholiques pratiquants, qui ont une forte propension à voter à droite, s'opposent les sans religion qui votent principalement à gauche. Et plus fort est le niveau d'intégration religieuse, moins grande est la détermination des votes par les autres variables comme l'appartenance de classe, le niveau de formation, le revenu, etc. Ainsi, les cadres, dont la propension à voter à droite est la plus forte, votent plus à gauche lorsqu'ils sont sans religion ; les ouvriers qui, globalement, votent plutôt à gauche, votent à droite lorsqu'ils se déclarent catholiques. La détention d'un patrimoine, comme déterminant des comportements politiques, mis en évidence par d'autres chercheurs, ne met pas en question la prédominance du facteur religieux. Les propriétaires sans religion auront tendance à voter plus à gauche et les catholiques sans patrimoine à voter plus à droite. D'ailleurs, la signification idéologique et politique du patrimoine se forme en fonction du degré d'intégration au catholicisme.

La analyse de Guy Michelat et Michel Simon met donc en évidence les relations très étroites entre les variables religieuses et politiques. Les déterminations socio-économiques sont réinterprétées en fonction de cadres symboliques de représentations et de systèmes de valeurs, profondément intériorisés, pour fonder les attitudes et les comportements politiques. Michel Simon reconnaissait qu'il avait dû se faire violence pour accepter ces résultats, qui mettaient en question ses présupposés fondateurs.

Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Presses de Sciences Po - Éditions sociales, 1977.

<sup>2</sup> Guy Michelat et Michel Simon, « Religion, classe sociale, patrimoine et comportement électoral : l'importance de la dimension symbolique », in Daniel Gaxie (dir.), *Explication du vote*, Paris, Presses de Sciences Po, 1985.



dés sur l'approche marxiste de la religion. Comme Jacques Roillet et Roland Delacroix l'ont rappelé, Michel Simon obtint au sein du Parti communiste la reconnaissance de ses résultats de recherche.

Une enquête menée avec Jean-Marie Donegani (CNRS, Cevipof) en 1978, avant les élections législatives, leur permet d'approfondir cette analyse en mettant sur pied une typologie de six modèles, parmi lesquels on retrouve ceux des personnes qui s'expriment d'abord « en tant qu'ouvriers » et ceux qui s'affirment « en tant que catholiques ». Cette enquête, non publiée<sup>3</sup>, fournira à Guy Michelat et Michel Simon la matière à plusieurs articles, jusqu'à leur livre sur le rapport des ouvriers à la politique<sup>4</sup>. En lui associant toujours l'analyse d'enquêtes répétées par sondages auprès d'échantillons de la population française.

Les mutations de l'appareil de production et de l'organisation du travail et les épreuves qu'elles imposent à partir des années 1980, notamment le chômage de masse et la précarisation de l'emploi, affectent les représentations et les comportements politiques. Elles participent particulièrement à l'affaiblissement du sentiment d'appartenance à la classe ouvrière. En 2010, celui-ci est devenu plus faible encore, y compris chez ceux qui possèdent le plus d'attributs ouvriers<sup>5</sup>.

À partir des années 1990, l'inquiétude qui se renforce avec la situation de crise se traduit par une mise en question de

l'opposition gauche-droite et par un manque de confiance à l'égard des partis politiques, gauche et droite réunies, davantage chez les ouvriers que dans les autres groupes sociaux. À l'élection de 2002, si le vote de gauche ou de droite continue de varier en fonction du degré d'appartenance de classe, l'effet de classe diminue et, dans les milieux populaires, c'est l'abstention qui devient massive. Les élections récentes ont confirmé cette évolution. Les liens entre attitudes religieuses et politiques demeurent, mais ils baissent en intensité. Ceci est à mettre en relation avec le recul des cadres normatifs traditionnels, notamment la diminution de l'intégration au catholicisme et la baisse de la capacité d'encadrement de l'Église, mais aussi de celle des organisations de gauche, dont le Parti communiste.

Il reste que l'attitude à l'égard du libéralisme économique et celle à l'égard des valeurs d'autorité, ou vis-à-vis des étrangers, fondent toujours l'opposition entre gauche et droite. Mais la crainte du chômage, le sentiment, largement partagé, de « mal vie » et l'anxiété à l'égard du futur réduisent la probabilité de voter à gauche, surtout chez les ouvriers, même s'ils contribuent chez ceux-ci à l'accroissement des attitudes protestataires à l'égard du libéralisme économique. L'hostilité à l'égard des immigrés est le marqueur principal de la préférence pour l'extrême droite, chez les ouvriers notamment. Ceci étant, le refus de la peine de mort ainsi que l'ouverture à l'égard de l'homosexualité continuent de croître.

La rigueur des analyses de Guy Michelat et Michel Simon, dont il n'est relevé ici que quelques traits saillants, invite à éviter tout simplisme dans l'explication des attitudes et des comportements politiques et à faire fi de toutes les vulgates. Le soin apporté à la démonstration de leurs thèses donne à leurs lecteurs les moyens de les critiquer. À cet égard, leur ouvrage de 1977 reste un modèle du genre. ■

<sup>3</sup> Jean-Marie Donegani, Guy Michelat et Michel Simon, *Représentations du champ social, attitudes politiques et changements socio-économiques*, Institut de sociologie, Université de Lille 1 - Cevipof, Paris - Lille, 1980.

<sup>4</sup> Guy Michelat et Michel Simon, *Les ouvriers et la politique. Permanences, ruptures, réalignements*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

<sup>5</sup> Guy Michelat et Michel Simon, « Le peuple, la crise et la politique », *La Pensée*, numéro hors-série, supplément au n° 368, 2012.